

Le 3 juin 2008

Vous avez eu des problèmes importants avec les assurances ? Il faut en informer le syndicat !

Au cours de l'année, un membre du syndicat a connu une année fort éprouvante alors qu'il était malade et que Desjardins Sécurité financière, la compagnie d'assurances de la Ville, refusait de lui payer ses indemnités. Ce professionnel est resté six mois sans traitement malgré un diagnostic similaire de plusieurs médecins, y compris celui de la compagnie d'assurances. Il a fini par avoir gain de cause après avoir intenté, à ses frais, des poursuites contre la compagnie d'assurances et certaines interventions du SPPMM.

Le cas de ce professionnel n'est pas unique. Depuis quelque temps, plusieurs personnes ont rencontré des problèmes plus ou moins graves avec les assurances. Très souvent, le SPPMM n'en entend même pas parler, car notre convention collective n'a pas compétence dans ce domaine.

Ainsi, selon les dispositions actuelles de notre convention collective, le SPPMM ne peut contester par grief les décisions de la compagnie d'assurance (art. 5.7.4). De plus, lors d'un arbitrage médical, qui survient lorsque le médecin traitant et celui de l'employeur sont en désaccord, le professionnel ne reçoit pas d'indemnités jusqu'à ce que l'arbitre se soit prononcé (art. 5.6.5.3).

Le SPPMM veut renégocier ces clauses restrictives afin d'améliorer la protection des personnes en invalidité. Il est inadmissible que dans une grande organisation telle que la Ville, des personnes malades doivent rentrer au travail parce que la compagnie d'assurances refuse de leur payer leurs indemnités. De plus, comme ces personnes sont malades et parfois sans revenu depuis plusieurs semaines, elles n'ont souvent ni les moyens financiers ni la force de se battre contre une décision de la compagnie d'assurances.

Voilà pourquoi nous demandons à ceux qui ont eu des problèmes importants avec les assurances au cours des deux dernières années de les communiquer au syndicat **par courriel** : sppmm@sppmm.org Cette information nous aidera à étoffer notre argumentaire en vue des négociations sur ce point de la convention.